

La participation des
enfants handicapés dans
les camps de jour estivaux
des municipalités
du Bas-Saint-Laurent



OFFICE DES PERSONNES
HANDICAPÉES DU QUÉBEC

conjuguer
nos forces

RÉDACTION

Charles-Étienne Olivier
Conseiller à l'évaluation et à la recherche
Direction de l'évaluation, de la recherche
et des communications

COLLABORATION

Lucie Dugas
Conseillère experte à l'évaluation
et à la recherche
Direction de l'évaluation, de la recherche
et des communications

Johanne Blanchette
Léandre Lagacé
Conseillers
Direction de l'intervention collective
régionale de l'Est

Lucie Sarrazin
Technicienne en statistiques
Direction de l'évaluation, de la recherche
et des communications

ÉDITION

Direction des services administratifs

APPROBATION

Isabelle Émond
Directrice
Direction de l'évaluation, de la recherche
et des communications

RÉFÉRENCE SUGGÉRÉE

OLIVIER, Charles-Étienne (2014). *La participation des enfants handicapés dans les camps de jour estivaux des municipalités du Bas-Saint-Laurent*, Drummondville, Direction de l'évaluation, de la recherche et des communications, Office des personnes handicapées du Québec, 24 p.

*Ce document est disponible en médias
adaptés sur demande.*

Dépôt légal – 2014
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
ISBN 978-2-550-71599-3 (version PDF)
ISBN 978-2-550-71600-6 (version texte électronique)

TABLE DES MATIÈRES

V LISTE DES TABLEAUX

1 INTRODUCTION

3 MÉTHODOLOGIE

3 COLLECTE DE DONNÉES

3 ANALYSE DES DONNÉES

5 RÉSULTATS

5 OFFRE DE SERVICES EN MATIÈRE DE CAMPS DE JOUR ESTIVAUX MUNICIPAUX EN 2013

6 Municipalités régionales de comté

7 Inscriptions aux camps de jour

7 Âge d'admissibilité des enfants aux camps de jour estivaux municipaux

8 Coûts d'inscription

8 Formation générale offerte au personnel

9 Installations et équipements adaptés

10 MUNICIPALITÉS DONT LE CAMP DE JOUR ESTIVAL ÉTAIT EN MESURE D'ACCUEILLIR DES ENFANTS HANDICAPÉS EN 2013

11 Types d'incapacité

12 Coût d'inscription et âge d'admissibilité des enfants handicapés

13 Formation sur l'intervention auprès des enfants handicapés offerte au personnel

14 Services spécifiques offerts aux enfants handicapés

15 MUNICIPALITÉS DU BAS-SAINT-LAURENT AYANT ACCUEILLI DES ENFANTS HANDICAPÉS DANS LEURS CAMPS DE JOUR ESTIVAUX

16 Accompagnement

16 Mesures mises en place par les municipalités afin d'accueillir des enfants handicapés dans leur camp de jour estival

17 Participation aux activités régulières du camp de jour

18 Outils de soutien aux moniteurs

18 CAMPS DE JOUR EN MESURE D'ACCUEILLIR DES ENFANTS HANDICAPÉS EN 2014

20 COMMENTAIRES DES MUNICIPALITÉS À PROPOS DE LA PARTICIPATION DES ENFANTS HANDICAPÉS À LEUR CAMP DE JOUR ESTIVAL

21 RÉSUMÉ

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAUX

1. Municipalités offrant un camp de jour estival en 2013 selon la taille des municipalités, région du Bas-Saint-Laurent, 2014..... **5**
2. Proportion de municipalités qui offraient un camp de jour estival en 2013 selon les MRC, région du Bas-Saint-Laurent, 2014 **6**
3. Enfants inscrits aux camps de jour estivaux municipaux en 2013 selon la taille des municipalités, municipalités ayant offert un service de camp de jour estival en 2013, région du Bas-Saint-Laurent, 2014..... **7**
4. Âge d'admissibilité des enfants aux camps de jour estivaux municipaux en 2013, municipalités ayant offert un service de camp de jour estival en 2013, région du Bas-Saint-Laurent, 2014 **8**
5. Coût moyen d'inscription aux camps de jour estivaux municipaux en 2013 selon la taille de la municipalité, municipalités ayant offert un service de camp de jour estival en 2013, région du Bas-Saint-Laurent, 2014..... **8**
6. Municipalités ayant offert une formation générale au personnel de leur camp de jour en 2013 selon la taille de la municipalité, municipalités ayant offert un service de camp de jour estival en 2013, région du Bas-Saint-Laurent, 2014 **9**
7. Municipalités dont le camp de jour estival disposait d'installations ou d'équipements adaptés pour les enfants handicapés en 2013 selon la taille de la municipalité, municipalités ayant offert un service de camp de jour estival en 2013, région du Bas-Saint-Laurent, 2014 **9**

8. Camps de jour estivaux municipaux qui étaient en mesure d'accueillir des enfants handicapés en 2013 selon la taille de la municipalité, municipalités ayant offert un service de camp de jour estival en 2013, région du Bas-Saint-Laurent, 2014 **10**
9. Enfants handicapés pouvant être accueillis dans les camps de jour municipaux en 2013 selon leur type d'incapacité, municipalités dont le camp de jour était en mesure d'accueillir des enfants handicapés en 2013, région du Bas-Saint-Laurent, 2014 **12**
10. Organisations qui auraient offert la formation sur l'intervention auprès des enfants handicapés au personnel des camps de jour municipaux en 2013, municipalités dont le camp de jour était en mesure d'accueillir des enfants handicapés en 2013, région du Bas-Saint-Laurent, 2014 **13**
11. Sources de financement pour les services aux enfants handicapés dans les camps de jour municipaux en 2013, municipalités dont le camp de jour était en mesure d'accueillir des enfants handicapés en 2013, région du Bas-Saint-Laurent, 2014 **15**
12. Mesures mises en place pour accueillir les enfants handicapés dans les camps de jour municipaux en 2013, municipalités dont le camp de jour a accueilli des enfants handicapés en 2013, région du Bas-Saint-Laurent, 2014 **17**
13. Participation des enfants handicapés aux activités des camps de jour estivaux municipaux en 2013, municipalités dont le camp de jour a accueilli des enfants handicapés en 2013, région du Bas-Saint-Laurent, 2014 **17**
14. Municipalités qui offriront des camps de jour municipaux en 2014 selon qu'elles en offraient ou non en 2013, région du Bas-Saint-Laurent, 2014 **19**
15. Municipalités dont le camp de jour estival sera en mesure d'accueillir des enfants handicapés en 2014 selon qu'il l'était ou non en 2013, région du Bas-Saint-Laurent, 2014 **19**

INTRODUCTION

Depuis peu, la question de la participation des enfants handicapés dans les camps de jour estivaux municipaux s'est graduellement imposée dans le cadre des travaux de la Table régionale pour l'intégration en service de garde des enfants ayant des besoins particuliers au Bas-Saint-Laurent. C'est pourquoi, à l'automne 2013, les conseillers régionaux de l'Office des personnes handicapées du Québec (Office) sollicitaient la collaboration de partenaires afin de créer un comité régional sur ce sujet. Ce dernier est composé de représentants du Centre de réadaptation en déficience physique L'InterAction, du Centre de réadaptation en déficience intellectuelle et en troubles envahissants du développement du Bas-Saint-Laurent, de l'Agence de la santé et des services sociaux du Bas-Saint-Laurent, des villes de Rimouski et de Rivière-du-Loup, de l'organisme Répît-Loisirs-Autonomie, du Centre de santé et de services sociaux de Rivière-du-Loup et de l'Unité régionale de loisir et de sport du Bas-Saint-Laurent.

Ce comité a identifié plusieurs obstacles pouvant nuire à la participation des enfants handicapés dans les camps de jour estivaux municipaux du Bas-Saint-Laurent. Soulignons spécialement la faible densité de la population sur un grand territoire, un grand nombre de petites municipalités, des lacunes importantes quant à l'offre de services pour les enfants qui ont des besoins d'accompagnement, des coûts supplémentaires facturés aux parents d'enfants handicapés et le manque d'outils et de ressources adaptés dans les petites municipalités.

Devant cet état de fait, et avant d'en arriver à proposer des mesures concrètes pour réduire les obstacles à la participation des enfants handicapés dans les camps de jour du Bas-Saint-Laurent, il a été décidé, en cours de travaux, de dresser un portrait de la situation pour l'ensemble de la région. Ce document présente les résultats d'un sondage effectué afin de dresser ce portrait.

MÉTHODOLOGIE

Pour dresser un portrait de la situation de la participation des enfants handicapés dans les camps de jour estivaux municipaux, l'Office a développé un sondage Web comprenant 45 questions (22 ouvertes et 23 fermées) à l'aide de *SurveyMonkey*. Ce sondage a été envoyé à toutes les municipalités du Bas-Saint-Laurent.

COLLECTE DE DONNÉES

Afin de maximiser le taux de réponse au sondage, la collecte de données s'est effectuée en 3 étapes. Tout d'abord, le questionnaire été envoyé aux municipalités du Bas-Saint-Laurent le 10 avril 2014. Par la suite, une relance a été effectuée par courriel le 22 avril auprès des municipalités n'ayant toujours pas répondu au sondage. Finalement, toutes les municipalités n'ayant pas répondu au sondage le 29 avril 2014 ont été jointes par téléphone. Les répondantes et répondants étaient alors invités à remplir le sondage en ligne ou par téléphone. Notons que 52 d'entre eux ont rempli le questionnaire par téléphone et 44 l'ont fait en ligne avec *SurveyMonkey*.

Puisque l'ensemble des 114 municipalités du Bas-Saint-Laurent ont été contactées pour participer à ce sondage, ce dernier est donc une enquête de type recensement.

ANALYSE DES DONNÉES

La taille des municipalités est souvent utilisée comme variable pour croiser les résultats de ce sondage. Cette donnée provient du Recensement de la population de 2011 et a été obtenue par le biais du site Web de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ)¹. Trois catégories, selon la taille des municipalités, ont été extraites de ces données. Ainsi, dans ce rapport, les municipalités comptant 400 habitants et moins sont considérées comme des « petites municipalités », celles comptant entre 401 et 1 000 habitants comme des « moyennes municipalités » et celles comptant plus de 1 000 habitants comme des « grandes municipalités ».

1 Lien consulté sur le site Web de l'ISQ : http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/recensement/2011/recens2011_01/population/poptot01.htm.

RÉSULTATS

Les résultats sont présentés en cinq sections distinctes. Tout d'abord, l'offre de services en matière de camps de jour estivaux municipaux dans la région du Bas-Saint-Laurent en 2013 est présentée. Par la suite, les données portent sur les municipalités dont le camp de jour estival municipal était en mesure d'accueillir des enfants handicapés en 2013. Ensuite, l'accent est mis sur les municipalités dont le camp de jour a accueilli des enfants handicapés en 2013. Finalement, les données sur l'offre de services en matière de camps de jour pour l'été 2014 précèdent quelques commentaires des municipalités à propos de la participation des enfants handicapés aux camps de jour estivaux municipaux.

OFFRE DE SERVICES EN MATIÈRE DE CAMPS DE JOUR ESTIVAUX MUNICIPAUX EN 2013

Les 114 municipalités du Bas-Saint-Laurent ont été rejointes pour participer à ce sondage. De ce nombre, 28 petites municipalités, 32 moyennes municipalités et 36 grandes municipalités (tableau 1) ont répondu au sondage. Le taux de réponse au sondage² est donc de 84 %. Ce taux fluctue cependant selon la taille de la municipalité. Il se situe à 90 % chez les petites municipalités, à 78 % chez les moyennes et à 86 % chez les grandes (données non présentées).

Des 96 municipalités ayant répondu au questionnaire, 61 (64 %) ont offert un service de camp de jour à l'été 2013. Ce sont les grandes municipalités qui étaient, en proportion, les plus nombreuses à offrir un camp de jour estival (92 %) suivies des moyennes municipalités (66 %) et des petites municipalités (25 %) (tableau 1).

Tableau 1

Municipalités offrant un camp de jour estival en 2013 selon la taille des municipalités, région du Bas-Saint-Laurent, 2014

	%	n
Petites municipalités	25,0	28
Moyennes municipalités	65,6	32
Grandes municipalités	91,7	36
Total	63,5	96

² En fonction du taux de réponse et de la taille de la population cible du sondage, la marge d'erreur échantillonnale est de 4,0% 19 fois sur 20.

>>> En 2013, 89 % des municipalités de la région du Bas-Saint-Laurent donnaient accès à un service de camp de jour estival municipal

Les enfants de certaines municipalités qui n'offraient pas de camp de jour pouvaient s'inscrire à celui d'une municipalité avoisinante ou à celui d'un organisme à but non lucratif (OBNL) financé par la municipalité. C'était le cas de 24 des 35 municipalités qui n'offraient pas de camp de jour. Ainsi, en 2013, la grande majorité (89 %) des municipalités du Bas-Saint-Laurent donnaient accès à un service de camp de jour estival aux enfants vivant sur leur territoire, que ce service soit offert par la municipalité (64 %), par une municipalité avoisinante ou par un OBNL (25 %) (données non présentées). Notons que des 11 municipalités qui n'offraient aucun service ou accès à un service de camp de jour, 6 sont des petites municipalités, 4 sont des moyennes municipalités et 1 est une grande municipalité.

Municipalités régionales de comté

La région du Bas-Saint-Laurent est divisée en huit municipalités régionales de comté (MRC). Le tableau 2 révèle que c'est dans la MRC de Rivière-du-Loup que l'on retrouve la plus forte proportion de municipalités (80 %) qui offraient un camp de jour estival en 2013. Cette dernière est suivie de la MRC Les Basques (75 %), Rimouski-Neigette (71 %), Témiscouata (71 %), La Mitis (64 %), Kamouraska (57 %), La Matapédia (53 %) et, finalement, La Matanie (44 %).

Tableau 2

Proportion de municipalités qui offraient un camp de jour estival en 2013 selon les MRC, région du Bas-Saint-Laurent, 2014

	%
Rivière-du-Loup	80,0
Les Basques	75,0
Rimouski-Neigette	71,4
Témiscouata	70,6
La Mitis	64,3
Kamouraska	57,1
La Matapédia	52,9
La Matanie	44,4
Total Bas-Saint-Laurent	63,5

Inscriptions aux camps de jour

Les municipalités ayant répondu à ce sondage ont indiqué avoir accueilli 4 402 enfants dans leur camp de jour lors de l'été 2013 (tableau 3). Le nombre d'enfants inscrits dans ces camps de jour variait grandement d'une municipalité à l'autre, soit entre 2 et 1 300 enfants, ce qui représente une moyenne de 74 enfants par municipalité. Il importe donc de distinguer les résultats selon la taille de la municipalité. Le tableau 2 montre qu'en moyenne les petites municipalités ont accueilli 13 enfants, les moyennes municipalités, 25 enfants et les grandes municipalités, 116 enfants dans leurs camps de jour.

Tableau 3

Enfants inscrits aux camps de jour estivaux municipaux¹ en 2013 selon la taille des municipalités, municipalités ayant offert un service de camp de jour estival en 2013, région du Bas-Saint-Laurent, 2014

	Nombre de municipalités	Nombre total d'enfants inscrits	Nombre moyen d'enfants inscrits par municipalité
		n	
Petites municipalités	7	90	13
Moyennes municipalités	20	495	25
Grandes municipalités	33	3 817	116
Total	60	4 402	74

¹Un répondant ne sait pas combien d'enfants le camp de jour de sa municipalité a accueillis en 2013.

Âge d'admissibilité des enfants aux camps de jour estivaux municipaux

Lors de l'été 2013, 62 % des municipalités offrant un camp de jour estival y ont accueilli des enfants âgés de 5 à 12 ans (tableau 4). Près de 10 % d'entre elles accueillait des enfants âgés de 5 à 11 ans et 11 % accueillait des enfants âgés de 6 à 12 ans. Notons toutefois qu'une municipalité accueillait les enfants dès l'âge de 3 ans et cinq le faisaient dès l'âge de 4 ans. De plus, trois municipalités accueillait les enfants jusqu'à l'âge 13 ans et deux, jusqu'à l'âge de 14 ans.

Tableau 4

Âge d'admissibilité des enfants aux camps de jour estivaux municipaux en 2013, municipalités ayant offert un service de camp de jour estival en 2013, région du Bas-Saint-Laurent, 2014

	%	n
5 à 11 ans	9,8	6
5 à 12 ans	62,3	38
6 à 12 ans	11,5	7
Autres	16,4	10
Total	100,0	61

Coûts d'inscription

Le coût d'inscription au camp de jour municipal estival pour un premier enfant fluctuait entre 0\$ et 252\$ pour la saison complète 2013 (tableau 5). À noter que ce coût d'inscription exclut les coûts de transport ainsi que les frais de service de garde. Le coût moyen d'inscription varie selon la taille de la municipalité : il était en moyenne de 24 \$ dans les petites municipalités, de 77 \$ dans les moyennes et de 111 \$ dans les grandes municipalités.

Tableau 5

Coût moyen d'inscription aux camps de jour estivaux municipaux en 2013 selon la taille de la municipalité, municipalités ayant offert un service de camp de jour estival en 2013, région du Bas-Saint-Laurent, 2014

	\$	n
Petites municipalités	23,60	7
Moyennes municipalités	76,50	20
Grandes municipalités	110,80	33
Total	89,20	60¹

¹ Un répondant ne connaît pas le coût d'inscription au camp de jour de sa municipalité en 2013.

Formation générale offerte au personnel

En 2013, la majorité (84 %) des municipalités du Bas-Saint-Laurent offrant un camp de jour estival ont offert une formation générale au personnel de leur camp de jour (tableau 6). Plus les municipalités sont grandes, plus elles étaient nombreuses, en proportion, à offrir une telle formation à leur personnel. En effet, 57 % des petites municipalités ont offert une formation générale à leur personnel en 2013 comparativement à 76 % des moyennes municipalités et à 94 % des grandes municipalités.

Tableau 6

Municipalités ayant offert une formation générale au personnel de leur camp de jour en 2013 selon la taille de la municipalité, municipalités ayant offert un service de camp de jour estival en 2013, région du Bas-Saint-Laurent, 2014

	%	n
Petites municipalités	57,1	7
Moyennes municipalités	76,2	21
Grandes municipalités	93,9	33
Total	83,6	61

Installations et équipements adaptés

>>> Un peu plus de la moitié des municipalités offrant un camp de jour estival ont indiqué qu'elles disposaient d'installations ou d'équipements adaptés pour les enfants handicapés lors de l'été 2013

Un peu plus de la moitié (53 %) des municipalités offrant des camps de jour estivaux ont déclaré que ces derniers disposaient d'installations ou d'équipements adaptés pour les enfants handicapés lors de la saison 2013 (tableau 7). Également, plus les municipalités sont grandes, plus les camps de jour étaient nombreux, en proportion, à posséder ce type d'installations.

Tableau 7

Municipalités dont le camp de jour estival disposait d'installations ou d'équipements adaptés pour les enfants handicapés en 2013 selon la taille de la municipalité, municipalités ayant offert un service de camp de jour estival en 2013, région du Bas-Saint-Laurent, 2014

	%	n
Petites municipalités	42,9	7
Moyennes municipalités	42,9	21
Grandes municipalités	60,6	33
Total	52,5	61

Parmi les 32 municipalités déclarant que leur camp de jour disposait d'installations ou d'équipements adaptés pour les enfants handicapés, 18 (56 %) rapportent qu'elles ont des bâtiments accessibles, 13 (41 %), des rampes d'accès, 7 (22 %), des salles de bains adaptées, 8 (25 %), des équipements adaptés (monte-charge, piscine, ceinture de flottaison, etc.) et 4 (13 %), des jeux accessibles (données non présentées).

MUNICIPALITÉS DONT LE CAMP DE JOUR ESTIVAL ÉTAIT EN MESURE D'ACCUEILLIR DES ENFANTS HANDICAPÉS EN 2013

>>> Près de 80 % des municipalités offrant un camp de jour estival en 2013 mentionnent qu'elles étaient en mesure d'y accueillir des enfants handicapés

Parmi les 61 municipalités ayant offert des services de camp de jour estival en 2013, 48 (79 %) disent qu'elles étaient en mesure d'y accueillir des enfants handicapés (tableau 8). Parmi les obstacles rapportés par les municipalités n'étant pas en mesure d'accueillir des enfants handicapés, mentionnons le manque de disponibilité des ressources spécialisées (70 %), le manque de financement (46 %) et le manque de locaux accessibles (31 %). Notons au passage que le fait de ne pas avoir d'installations ou d'équipements adaptés pour les enfants handicapés n'empêchait pas certains camps de jour d'accueillir des enfants handicapés. C'est le cas de 38 % des camps de jour en mesure d'accueillir des enfants handicapés (données non présentées).

Plus les municipalités sont grandes, plus leur camp de jour est en mesure d'accueillir des enfants handicapés. En effet, seulement 57 % des petites municipalités offrant un camp de jour estival disent qu'elles étaient en mesure d'y accueillir des enfants handicapés alors que cette proportion est de 71 % chez les moyennes municipalités et de 88 % chez les grandes (tableau 8).

Tableau 8

Camps de jour estivaux municipaux qui étaient en mesure d'accueillir des enfants handicapés en 2013 selon la taille de la municipalité, municipalités ayant offert un service de camp de jour estival en 2013, région du Bas-Saint-Laurent, 2014

	%	n
Petites municipalités	57,1	7
Moyennes municipalités	71,4	21
Grandes municipalités	87,9	33
Total	78,7	61

Le fait que la moitié (48 municipalités sur 96) des municipalités interrogées ne disposaient pas de camps de jour ou n'en disposaient pas d'un qui était en mesure d'accueillir des enfants handicapés ne veut pas nécessairement dire que les enfants handicapés de ces municipalités ne pouvaient pas fréquenter un camp de jour municipal. En effet, 54 % des municipalités qui n'offraient pas de camps de jour en 2013 ont indiqué que les enfants de leur territoire pouvaient s'inscrire dans le camp de jour estival d'une municipalité avoisinante qui était en mesure d'accueillir les enfants handicapés. De plus, parmi les 13 municipalités dont les camps n'étaient pas en mesure d'accueillir des enfants handicapés, 6 mentionnent que les enfants handicapés de leur territoire pouvaient s'inscrire à un camp de jour d'une municipalité avoisinante qui était en mesure de les accueillir (données non présentées). Les données de cette section ne traiteront cependant que des municipalités dont le camp de jour estival était en mesure d'accueillir les enfants handicapés.

Types d'incapacité

Près de 30 % des municipalités dont le camp de jour estival était en mesure d'accueillir des enfants handicapés étaient en mesure d'accueillir tous les enfants, peu importe leur type d'incapacité. Également, aucune municipalité n'a répondu « non » ou « ne sais pas » à toutes les incapacités (données non présentées).

Une grande proportion des 48 municipalités dont le camp de jour était en mesure d'accueillir des enfants handicapés ont indiqué être en mesure d'accueillir des enfants ayant une incapacité liée à la motricité (79 %), à une déficience intellectuelle (77 %), à un trouble du spectre de l'autisme (75 %) ou à la parole (73 %) (tableau 9). Relativement moins de municipalités ont mentionné être en mesure d'accueillir, dans leur camp de jour estival, des enfants ayant une incapacité liée à l'audition (60 %), à un trouble de santé mentale (54 %) ou à la vision (52 %). D'ailleurs, plus du tiers (35 %) des municipalités ont affirmé ne pas être en mesure d'accueillir les enfants ayant une incapacité liée à la vision et 29 %, les enfants ayant une incapacité liée à l'audition. Notons que près du tiers (31 %) des municipalités dont le camp de jour était en mesure d'accueillir des enfants handicapés ne savaient pas si leur camp de jour était en mesure d'accueillir des enfants ayant un trouble de santé mentale.

Tableau 9

Enfants handicapés pouvant être accueillis dans les camps de jour municipaux en 2013 selon leur type d'incapacité, municipalités dont le camp de jour était en mesure d'accueillir des enfants handicapés en 2013, région du Bas-Saint-Laurent, 2014

	Oui	Non	Ne sais pas
		%	
Incapacité liée à la motricité	79,2	16,7	4,2
Incapacité liée à une déficience intellectuelle	77,1	12,5	10,4
Incapacité liée à un trouble du spectre de l'autisme	75,0	12,5	12,5
Incapacité liée à la parole	72,9	14,6	12,5
Incapacité liée à l'audition	60,4	29,2	10,4
Incapacité liée à un trouble de santé mentale	54,2	14,6	31,3
Incapacité liée à la vision	52,1	35,4	12,5

Coût d'inscription et âge d'admissibilité des enfants handicapés

>>> Dans toutes les municipalités sondées, le coût d'inscription d'un enfant handicapé en 2013 était le même que celui d'un enfant sans incapacité

Aucune des municipalités ayant un service de camp de jour estival en mesure d'accueillir des enfants handicapés ne demandait aux parents un tarif d'inscription différent de celui demandé aux parents d'enfants sans incapacité. Toutefois, le coût d'inscription annuel moyen aux camps de jour estivaux en mesure d'accueillir des enfants handicapés était près de deux fois plus élevé (99 \$) que celui des camps de jour qui n'étaient pas en mesure d'en accueillir (50 \$). Notons que la différence de coût est présente chez les petites (33 \$ c. 12 \$), les moyennes (88 \$ c. 40 \$) et les grandes municipalités (114 \$ c. 90 \$) (données non présentées).

Dans les camps de jour de cinq municipalités, les critères d'admission selon l'âge sont différents pour les enfants handicapés. Ces municipalités acceptent les enfants handicapés à partir du même âge que les enfants sans incapacité (entre 4 et 5 ans), mais leur permettent généralement de s'inscrire jusqu'à ce qu'ils ne soient plus intéressés à y participer (généralement 15 ans) (données non présentées).

Formation sur l'intervention auprès des enfants handicapés offerte au personnel

>>> En 2013, 44 % des municipalités du Bas-Saint-Laurent dont le camp de jour estival était en mesure d'accueillir des enfants handicapés disent qu'elles étaient en mesure d'offrir une formation sur l'intervention auprès des enfants handicapés à leur personnel

Moins de la moitié (44 %) des municipalités dont le camp de jour était en mesure d'accueillir des enfants handicapés en 2013 disent qu'elles étaient en mesure d'offrir une formation sur l'intervention auprès des enfants handicapés au personnel du camp (données non présentées). En moyenne, ces formations auraient³ duré 8 heures (données non présentées) et elles auraient majoritairement été données par l'unité régionale de loisir et de sport (URLS) (61 %). De plus, 33 % des formations auraient été données par des centres de santé et de services sociaux (CSSS), 10 %, par des firmes privées et 4,8 %, par un centre de réadaptation en déficience intellectuelle et en troubles envahissants du développement (CRDITED) (tableau 10).

Tableau 10

Organisations qui auraient offert la formation sur l'intervention auprès des enfants handicapés au personnel des camps de jour municipaux en 2013, municipalités dont le camp de jour était en mesure d'accueillir des enfants handicapés en 2013, région du Bas-Saint-Laurent, 2014

	%
URLS	61,9
CLSC	19,0
CSSS	14,3
Firme privée	9,5
CRDITED	4,8
Ne sais pas	4,8

3 Comme la question concerne seulement les municipalités qui étaient en mesure d'offrir une formation, ces formations n'ont pas nécessairement eu lieu.

Services spécifiques offerts aux enfants handicapés

>>> En 2013, 65 % des municipalités dont le camp de jour était en mesure d'accueillir des enfants handicapés étaient en mesure d'offrir de l'accompagnement pour ces enfants

Près des deux tiers (65 %) des municipalités dont le camp de jour estival était en mesure d'accueillir des enfants handicapés ont affirmé être en mesure d'offrir de l'accompagnement⁴ à ces enfants. En effet, 54 % de ces municipalités étaient en mesure d'offrir ce service à temps plein et 10 % étaient en mesure de l'offrir à temps partiel. Par ailleurs, 15 % des camps de jour étaient en mesure d'offrir d'autres services aux enfants handicapés. Ces services comprennent, entre autres, le « service de garde accessible », l'« adaptation des jeux » et la « participation aux groupes réguliers » (données non présentées).

>>> Près de la moitié des municipalités en mesure d'accueillir des enfants handicapés obtiennent du financement de la part du Programme d'accompagnement en loisirs pour les personnes handicapées

Les municipalités en mesure d'accueillir des enfants handicapés dans leur camp de jour ont des sources de financement variées afin d'offrir des services aux enfants handicapés. Près de la moitié (48 %) ont obtenu du financement de la part du Programme d'accompagnement en loisirs pour les personnes handicapées (tableau 10), 29 %, de la part du programme Emplois d'été Canada et 23 %, de la part d'une fondation. Mentionnons également que 27 % des municipalités en mesure d'accueillir des enfants handicapés dans leur camp de jour affirment que la municipalité a assumé tous les frais, 19 % n'ont reçu aucun financement et 11 % affirment que ce sont les parents des enfants handicapés qui en ont assumé les coûts⁵ (tableau 11). Un peu plus du tiers (35 %) des municipalités dont le camp de jour est en mesure d'accueillir des enfants handicapés ont spécifié avoir obtenu un autre type de financement; mentionnons, entre autres, des URLS, des entreprises privées, des installations municipales payantes dont l'argent va au camp de jour et des CLSC (pour le service de garde). Finalement, certaines municipalités mentionnent que le tarif d'inscription est assumé par tous les parents d'enfants inscrits au camp de jour.

4 « L'accompagnement s'effectue par une personne dont la participation est nécessaire pour le soutien et l'aide qu'elle apporte exclusivement à une ou plusieurs personnes handicapées. Cette mesure de compensation facilite la participation de la personne handicapée à une activité récréative. Cette assistance n'est normalement pas requise par la population pour la réalisation de l'activité. » (MELS (2014) *Guide des normes nationales : Programme d'assistance financière au loisir des personnes handicapées*, Québec, Gouvernement du Québec, p.2)

5 À priori, cette donnée semble contradictoire à celle présentée en page 19 qui indique qu'« Aucune des municipalités ayant un service de camp de jour estival en mesure d'accueillir des enfants handicapés ne demandait aux parents un tarif d'inscription différent de celui demandé aux parents d'enfants sans incapacité ». Il est cependant possible que les parents des enfants handicapés de ces municipalités doivent payer les coûts supplémentaires pour que leurs enfants puissent participer à certaines activités non incluses dans le prix d'inscription.

Tableau 11

Sources de financement pour les services aux enfants handicapés dans les camps de jour municipaux en 2013, municipalités dont le camp de jour était en mesure d'accueillir des enfants handicapés en 2013, région du Bas-Saint-Laurent, 2014

	%
Programme d'accompagnement en loisirs pour les personnes handicapées	47,9
Emplois d'été Canada (Été carrière)	29,2
Fondation	22,9
Municipalité	27,1
Aucun financement	18,8
Coûts supplémentaires assumés par les parents d'enfants handicapés	10,4
Autre	35,4

MUNICIPALITÉS DU BAS-SAINT-LAURENT AYANT ACCUEILLI DES ENFANTS HANDICAPÉS DANS LEURS CAMPS DE JOUR ESTIVAUX

>>> À l'été 2013, 2 % des enfants inscrits aux camps de jour estivaux municipaux de la région du Bas-Saint-Laurent étaient des enfants handicapés

Durant l'été 2013, 56 % des municipalités du Bas-Saint-Laurent dont le camp de jour estival était en mesure d'accueillir des enfants handicapés ont accueilli des enfants handicapés. Cette proportion varie selon la taille de la municipalité; 25 % des petites municipalités dont le camp de jour estival était en mesure d'accueillir des enfants handicapés, 40 % des moyennes et 69 % des grandes municipalités ont accueilli des enfants handicapés dans leur camp de jour estival en 2013 (données non présentées). Au total, ces camps de jour ont accueilli 99 enfants handicapés sur un total de 4 402 enfants. Ainsi, en 2013, 2,2 %⁶ des enfants inscrits aux camps de jour estivaux municipaux dans la région du Bas-Saint-Laurent étaient des enfants handicapés.

6 À titre comparatif, la prévalence de l'incapacité chez les moins de 15 ans est de 3,0 % au Québec en 2006 [Camirand et al. (2010). *Vivre avec une incapacité au Québec. Un portrait statistique à partir de l'Enquête sur la participation et les limitations d'activités de 2001 et 2006*, Québec, Institut de la statistique du Québec, p. 56.]

Accompagnement

>>> En 2013, 96 % des municipalités dont le camp de jour a accueilli des enfants handicapés leur ont offert un service d'accompagnement

La grande majorité (96 %) des municipalités dont le camp de jour a accueilli des enfants handicapés ont offert un service d'accompagnement. Parmi ces camps de jour, 3,8 % d'entre eux ont offert entre 11 et 20 heures d'accompagnement par enfant par semaine, 23 %, entre 21 et 30 heures d'accompagnement et 73 %, entre 31 et 40 heures d'accompagnement (données non présentées). Selon les réponses ouvertes collectées dans ce sondage, l'accompagnement se fait généralement entre un enfant et un accompagnateur (ratio 1 pour 1). En plus d'aider l'enfant handicapé à participer aux activités et aux sorties régulières du camp de jour estival, l'accompagnateur assure généralement aussi sa sécurité.

Mesures mises en place par les municipalités afin d'accueillir des enfants handicapés dans leur camp de jour estival

>>> L'embauche de moniteurs supplémentaires était la mesure la plus fréquemment mise en place par les municipalités en 2013 afin d'accueillir les enfants handicapés dans les camps de jour estivaux

En plus des accompagnateurs, diverses mesures ont été mises en place afin d'accueillir des enfants handicapés dans les camps de jour estivaux des municipalités du Bas-Saint-Laurent en 2013. En effet, 52 % des municipalités ayant accueilli des enfants handicapés dans leur camp de jour estival en 2013 ont embauché des moniteurs supplémentaires et 30 %, des ressources spécialisées (tableau 12). De plus, 30 % des camps de jours ayant accueilli des enfants handicapés ont collaboré avec le CRDITED, 22 %, avec le CRDP et 22 %, avec le CSSS. Parmi les autres mesures mises en place, mentionnons spécialement la participation des parents, le recours à des associations de personnes handicapées et l'embauche d'un « coach » pour soutenir les moniteurs.

Tableau 12

Mesures mises en place pour accueillir les enfants handicapés dans les camps de jour municipaux en 2013, municipalités dont le camp de jour a accueilli des enfants handicapés en 2013, région du Bas-Saint-Laurent, 2014

	%
Embauche de moniteurs supplémentaires	51,9
Embauche de ressources spécialisées	29,6
Collaboration avec le CRDITED	29,6
Collaboration avec le CSSS	22,2
Collaboration avec le CRDP	22,2
Autre	33,3

Participation aux activités régulières du camp de jour

Dans la moitié (52 %) des municipalités dont le camp de jour a accueilli des enfants handicapés lors de l'été 2013, ces derniers participaient à toutes les activités régulières alors que dans 26 % de ces camps, les enfants handicapés participaient à la plupart des activités régulières (tableau 13). Les enfants handicapés participaient à quelques activités régulières dans 19 % des camps de jour de ces municipalités alors que dans 3,7 % de ceux-ci, ils participaient seulement à des activités adaptées.

Tableau 13

Participation des enfants handicapés aux activités des camps de jour estivaux municipaux en 2013, municipalités dont le camp de jour a accueilli des enfants handicapés en 2013, région du Bas-Saint-Laurent, 2014

	%
Participaient à toutes les activités régulières (soit avec les enfants sans incapacité)	51,9
Participaient à la plupart des activités régulières	25,9
Participaient à quelques activités régulières	18,5
Participaient seulement à des activités adaptées	3,7

Quand la municipalité mentionnait que tous les enfants handicapés ne participaient pas à l'ensemble des activités régulières de son camp de jour estival, celle-ci était invitée à nous expliquer pourquoi. La plupart des réponses sont en lien avec l'incapacité des enfants handicapés par rapport à l'activité offerte (ex. : « il n'avait pas la capacité [...] de suivre le groupe », « [incapacité] trop lourde », « certaines des activités étaient trop exigeantes pour lui », « [l'incapacité] de l'enfant ne permettait pas son insertion dans le jeu proposé » ou « le jeune ne participait pas à l'activité quand nous constatons qu'il en était incapable »). De plus, quelques répondants indiquent que certains enfants handicapés ne « voulaient simplement pas participer [à l'activité] » ou qu'ils n'avaient « pas l'intérêt de suivre le groupe ».

Outils de soutien aux moniteurs

Plus de la moitié (56 %) des municipalités dont le camp de jour a accueilli des enfants handicapés en 2013 ont mis à la disposition des moniteurs des outils pour les soutenir dans leurs fonctions auprès des enfants handicapés (données non présentées). Plusieurs mentionnent des outils permettant de répertorier les actions menées par le personnel du camp de jour (journaux de bord, feuilles de route) ou des outils permettant d'informer le moniteur sur ce qu'il peut faire pour accroître la participation d'un enfant handicapé (cartable de formation, guide de référence, « coffre d'outils », « livre [de référence] obtenu par l'URLS », « livre de référence avec des propositions de jeux »). Certaines municipalités mentionnent que leur camp de jour a un processus permettant l'échange d'information entre les parents et les moniteurs (« rencontre avec les parents de l'enfant ») ou entre les moniteurs et une ressource spécialisée (« rencontre hebdomadaire avec le formateur », « rencontre avec les intervenants », « présence du technicien en loisirs et sports »). Finalement, quelques municipalités stipulent que leur camp de jour utilise du matériel favorisant la participation des enfants handicapés (« jeux adaptés », « horaire visuel », « outils sensoriels »).

CAMPS DE JOUR EN MESURE D'ACCUEILLIR DES ENFANTS HANDICAPÉS EN 2014

Au total, 62 % des municipalités ayant participé au sondage ont affirmé qu'elles offriront un service de camp de jour durant l'été 2014, 6 % ne le savaient pas encore et 32 % ont dit qu'elles n'en offriront pas. La proportion des municipalités qui offrira des camps de jour en 2014 est donc similaire à celle de 2013 (64 %). La grande majorité (90 %) des municipalités ayant offert un camp de jour à l'été 2013 en offriront un durant l'été 2014 (tableau 14), et la majorité (86 %) de celles n'en ayant pas offert à l'été 2013 n'en offriront pas durant l'été 2014.

Tableau 14

Municipalités qui offriront des camps de jour municipaux en 2014 selon qu'elles en offraient ou non en 2013, région du Bas-Saint-Laurent, 2014

	Oui	Non	Ne sais pas
	%		
Ont offert un camp de jour en 2013	90,2	1,6	8,2
N'offraient pas de camp de jour en 2013	11,4	85,7	2,9
Total	61,5	32,3	6,3

>>> En 2014, 70 % des municipalités qui offriront un camp de jour seront en mesure d'accueillir des enfants handicapés

Près de 70 % des municipalités qui offriront un camp de jour durant l'été 2014 indiquent que ce camp de jour sera en mesure d'accueillir des enfants handicapés durant l'été 2014. Cette proportion est de 84 % parmi les camps de jour qui étaient en mesure d'accueillir des enfants handicapés en 2013, de 25 % chez ceux qui n'étaient pas en mesure d'accueillir des enfants handicapés en 2013 et de 50 % chez les municipalités n'offrant pas de camp de jour en 2013. Notons que les raisons évoquées par les municipalités qui ne seront pas en mesure d'accueillir des enfants handicapés en 2014 sont similaires à celles invoquées en 2013.

Tableau 15

Municipalités dont le camp de jour estival sera en mesure d'accueillir des enfants handicapés en 2014 selon qu'il l'était ou non en 2013, région du Bas-Saint-Laurent, 2014

	Oui	Non	Ne sais pas
	%		
Étaient en mesure d'accueillir des enfants handicapés en 2013	83,7	2,3	14,0
N'étaient pas en mesure d'accueillir des enfants handicapés en 2013	25,0	41,7	33,3
N'offraient pas de camps de jour en 2013	50,0	25,0	25,0
Total	69,5	11,9	18,6

COMMENTAIRES DES MUNICIPALITÉS À PROPOS DE LA PARTICIPATION DES ENFANTS HANDICAPÉS À LEUR CAMP DE JOUR ESTIVAL

En fin de sondage, les répondants étaient invités à donner leurs commentaires ou à apporter des précisions quant à la participation des enfants handicapés aux camps de jour de leur municipalité. Cette section du sondage a permis de recueillir 23 commentaires. La plupart d'entre eux mentionnent que le camp de jour serait prêt à considérer l'inscription des enfants handicapés si la demande en était faite et si les accommodements étaient simples, car il est «très important de pouvoir intégrer le plus possible les enfants [handicapés]». Finalement, certains stipulent que le financement (de la part du gouvernement ou des fondations) est primordial afin qu'ils puissent accueillir des enfants handicapés.

RÉSUMÉ

- >>> En 2013, 89 % des municipalités de la région du Bas-Saint-Laurent donnaient accès à un service de camp de jour estival municipal.
- >>> Un peu plus de la moitié (53 %) des municipalités offrant des camps de jour estivaux ont indiqué qu'elles disposaient d'installations ou d'équipements adaptés pour les enfants handicapés lors de l'été 2013.
- >>> Près de 80 % des municipalités offrant un camp de jour mentionnent qu'elles étaient en mesure d'accueillir des enfants handicapés dans leur camp de jour estival en 2013.
- >>> Dans toutes les municipalités sondées, le coût d'inscription d'un enfant handicapé en 2013 était le même que celui d'un enfant sans incapacité.
- >>> En 2013, 44 % des municipalités du Bas-Saint-Laurent dont le camp de jour était en mesure d'accueillir des enfants handicapés disent qu'elles auraient été en mesure d'offrir une formation sur l'intervention auprès des enfants handicapés à leur personnel.
- >>> En 2013, 65 % des municipalités dont le camp de jour était en mesure d'accueillir des enfants handicapés étaient en mesure d'offrir de l'accompagnement pour ces enfants en 2013.
- >>> Près de la moitié des municipalités en mesure d'accueillir des enfants handicapés obtiennent du financement de la part du Programme d'accompagnement en loisirs pour les personnes handicapées.
- >>> À l'été 2013, 2,2 % des enfants inscrits aux camps de jour estivaux municipaux de la région du Bas-Saint-Laurent étaient des enfants handicapés.
- >>> En 2013, 96 % des municipalités dont le camp de jour a accueilli des enfants handicapés leur ont offert un service d'accompagnement.
- >>> L'embauche de moniteurs supplémentaires était la mesure la plus fréquemment mise en place par les municipalités en 2013 afin d'accueillir les enfants handicapés dans leur camp de jour estival.
- >>> En 2014, 70 % des municipalités qui offriront un camp de jour seront en mesure d'accueillir des enfants handicapés.

Ce rapport a pour objectif de dresser un portrait statistique de la participation des enfants handicapés dans les camps de jour estivaux municipaux de la région du Bas-Saint-Laurent pour 2013. Il a été produit afin d'alimenter les travaux du comité régional ayant pour but de réduire les obstacles à la participation des enfants handicapés dans les camps de jour de cette région.

En 2013, la majorité des municipalités du Bas-Saint-Laurent qui offraient des camps de jour estivaux étaient en mesure d'accueillir des enfants handicapés. L'embauche de moniteurs supplémentaires était la mesure la plus fréquemment mise en place par les municipalités. De plus, près des deux tiers des municipalités qui étaient en mesure d'accueillir des enfants handicapés offraient l'accompagnement aux enfants handicapés.